
Minguettes blues

En 81, les jeunes immigrés de l'Est lyonnais exprimèrent quelque chose de commun à tous les pauvres, l'insatisfaction. Mais leur isolement dans la société devait agir sur la suite de leur révolte, tandis que la répression se chargeait d'en isoler les plus excités en prison. Des racketts se firent une spécialité de gérer cet isolement, en prétendant que les immigrés étaient seulement isolés de la société : et que là serait la cause du tort particulier qu'ils éprouvent en tant qu'immigrés.

C'est paradoxalement après une victoire remportée sur les forces de l'ordre, le 21 mars 83, que certains jeunes des Minguettes se sont placés délibérément en position de faiblesse devant l'Etat. Car le 21 mars avait été une déroute complète pour les flics — ils auraient sans doute pu, par de grands moyens, disperser les émeutiers et reprendre possession du secteur Monmousseau, mais en le payant très, très cher. La victoire avait donc été indiscutable à Monmousseau, mais **uniquement** là. Sortis de là, l'ennemi.

On peut songer que les jeunes des Minguettes auraient pu exploiter leur victoire par les mêmes moyens afin d'arracher la libération de leur ami emprisonné au lendemain du 21. Au contraire, on est étonné par le moyen auquel certains ont eu finalement recours : la grève de la faim, une « arme » qu'utilisent plutôt ceux qui ne peuvent vraiment en avoir aucune autre, les prisonniers. C'est que les jeunes des Minguettes se sont massivement sentis **prisonniers**, isolés à la Zup à la fois en tant qu'immigrés et en tant que délinquants. Il est d'ailleurs significatif que la campagne de presse qui suivit le 21 mars, les présentant massivement comme des bandits, les ait tous choqué, y compris beaucoup qui sont vraiment des bandits ! Se faire traiter de bandit est évidemment un honneur, à plus forte raison quand ça vient d'une pute de journaliste ou d'une salope d'Etat. Mais cette campagne d'hostilité déclarée dans l'information spectaculaire annonçait, autant qu'elle la préparait, une aggravation de la répression policière **sous ses formes les plus surnoises**.

Après le 21 mars, ceux de nos amis qui y avaient participé nous disaient souvent : « *Ce*

jour-là, on leur a mis une telle dérouillée qu'à présent on peut pas trop la ramener », quand on évoquait avec eux le scandale à faire autour de l'emprisonnement de « Tunch ». Ils disaient aussi : « *On a été le 21 au plus loin qu'on pouvait, maintenant à d'autres de prendre la relève* ». Mais des autres banlieues lyonnaises, ne vinrent presque pas de gestes de complicité avec ceux des Minguettes. Le nettoyage par le vide entrepris par l'Etat dès la fin 81 avait déjà fait des ravages.

En tant que repaire de délinquants, les Minguettes se trouvaient effectivement isolées. Les jeunes les plus décidés à en découdre à mort avec la police étaient aussi **les plus vulnérables**. La répression en avait décimé beaucoup depuis 81. N'importe quel jeune habitant Vénissieux ou un autre secteur agité de l'Est lyonnais était à peu près assuré, devant les tribunaux, de prendre pour n'importe quel délit le double ou le triple des peines habituelles. Déjà, ceux qui étaient tombés pour rodéo l'avaient payé très cher. La police n'hésitait pas à prendre le premier venu en otage judiciaire pour la moindre histoire d'auto-défense collective contre les porcs. Quant aux plus agités, on leur collait sur le dos toutes les affaires de casses et de braquages non résolues, afin de les laisser pourrir le maximum de temps en prison — la même histoire a ainsi pu servir à faire emprisonner plusieurs personnes qui n'avaient rien à y voir. Et face à ça, il n'y eût aucune réaction, sinon quelques incendies vengeurs allumés dans l'agglomération lyonnaise — et qui firent plaisir aux emprisonnés. Sinon, les protestations platoniques de cette racaille de gauchistes, d'éducateurs et autres assistants sociaux. La prison était pour les jeunes de l'Est lyonnais une véritable calamité naturelle, devant laquelle chacun d'eux se retrouvait seul et impuissant.

Dans ce climat de détresse, la poudre qui avait commencé à se répandre durant l'année 82 grignotait l'énergie de quelques uns des plus actifs. Les autres se trouvant de toutes façons bien trop **pris à la gorge** par la nécessité de l'argent pour avoir la force de raisonner stratégiquement. Il n'était pas question pour eux de laisser la police faire son sale boulot dans la Zup, mais il ne leur venait pas à l'esprit d'aller dans d'autres zones de banlieue exprès pour discuter de ça avec leurs semblables. La circulation des gens entre ces zones-là se faisait seulement au hasard des obligations quotidiennes. Une communication informelle s'opérait ainsi à travers une commune expérience

de la misère, à partir des rapports socialisés par les combines, les affaires de deal, les embrouilles liées à ça (parfois opposant des cités entières entre elles), mais aussi par les tracasseries policières et les heurts avec les patrons de bar et de boîte, ou avec les petits blancs racistes, durant le week-end dans le centre ville. De là était née la conviction intime à tous ces jeunes immigrés d'une misère particulière dans la société, et grandissait le sentiment d'y subir un **isolement collectif**.

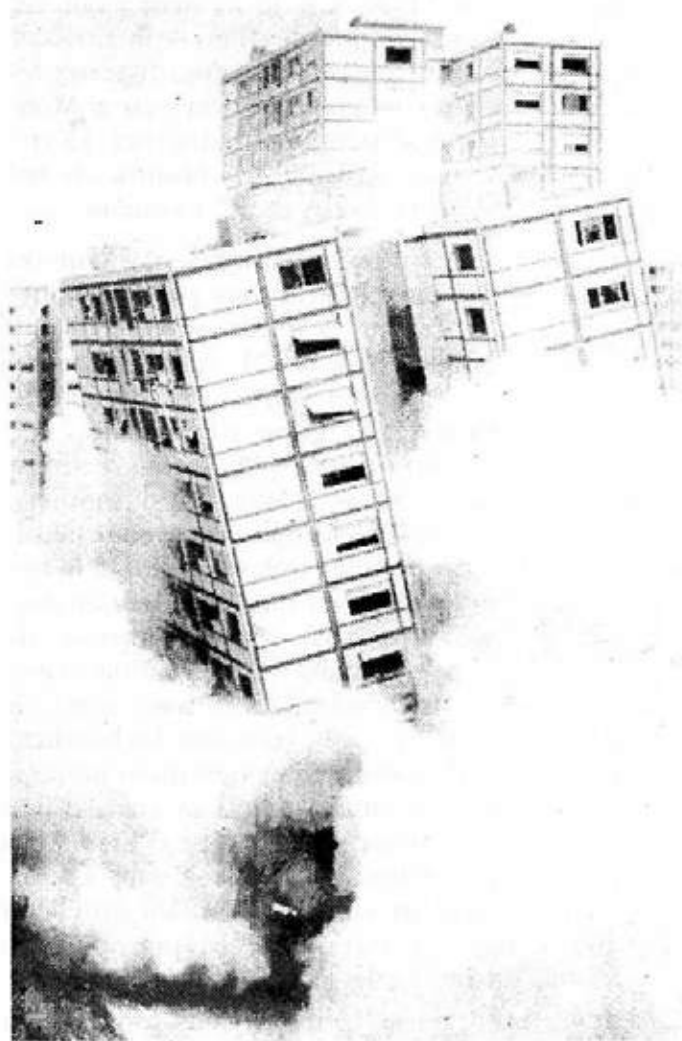
Les jeunes immigrés se trouvaient à la fois isolés entre eux et isolés dans la société civile où leur place est plus qu'incertaine — la plupart, qui n'ont pas la nationalité française, vivent dans l'insécurité permanente sous la menace de l'expulsion. Les seuls prolétaires d'origine française qui avaient pu les rencontrer, sur la base de la même insatisfaction totale, c'étaient des gens eux-mêmes isolés et minoritaires dans la société française, puisque nous ne sommes nous-mêmes que des délinquants, du foutu gibier de prison. On s'était vite reconnu et compris dans la même façon de parler des flics et le même dégoût du travail — et le même mépris de tous les appareils politiques existants. Mais nous n'avions évidemment rien de positif à proposer pour débloquer leur angoissante situation d'immigrés. Sinon de provoquer des rencontres entre quelques uns d'entre eux, venant de différentes zones urbaines où la guerre est déclarée, et qui comptent parmi les plus furieux ennemis de la société et de l'Etat. Ils avaient compris de suite que nous n'étions pas venus pour les aider. Et ce n'est pas à titre d'aide que nous avons fait circuler l'information sur tel ou tel épisode de la lutte anti-flics dans divers secteurs. Cela aussi avait toujours été compris et apprécié par des gens que trop de militants et autres démarcheurs ont pu jadis tenter de recruter — en vain.

D'autres au contraire éprouvaient le besoin d'une aide, qu'ils n'attendaient pas des partis politiques traditionnels. Seuls des gens parlant un langage religieux pouvaient la leur apporter, tout langage politique étant discrédité aux Minguettes. Au lendemain du 21 mars 83, les jeunes de la Zup avaient donc ressenti avec anxiété leur isolement et se sentaient faibles devant la pression de l'Etat. Ceux qui commencèrent alors une grève de la faim en solidarité avec « Tunch » n'étaient, eux, pas des bandits. Ils étaient juste préoccupés au plus haut point par la haine qu'on leur vouait de partout — l'ambiance des élections municipales du printemps 83, où tous les partis s'étaient livrés à une surenchère de racisme, n'avait pu qu'aggraver leur anxiété. Face à l'échéance pressentie après le 21, ils s'étaient sentis désarmés : et ceux qui n'étaient pas les plus décidés à en découdre redoutèrent le pire. Ils se mirent ainsi à implorer

la société. Il est frappant de voir le côté sacrifice, martyr chrétien des procédés employés : se priver de manger, ensuite s'imposer une longue marche à pied (pourquoi pas sur les genoux ?) comme s'ils avaient voulu expier tout ce que les jeunes immigrés de l'Est lyonnais ont osé se permettre jusqu'à cet excès limite du 21 mars.

Nous avions pressenti, après le 21 mars, au vu du pourrissement relatif de la situation aux Minguettes qu'elle allait suivre une évolution « à la new-yorkaise ». D'un côté, aggravation de la concurrence et de l'hostilité entre les jeunes prolétaires, repliés dès lors sur des bandes les protégeant dans l'isolement ; et de l'autre, la seule activité organisée en vue d'objectifs médiats qui allait en ressortir serait une alternative non-violente et réformiste, comme les Noirs américains en ont subi une à la fin des 60'. La suite confirma hélas notre appréhension.

Les conditions de survie des jeunes de la banlieue lyonnaise se faisaient de plus en plus dures. Il leur devenait de plus en plus difficile de trouver de l'argent. Sous l'empire du besoin, certains en arrivaient à risquer leur peau sur des coups extrêmement risqués et d'un faible rapport. Un partage contesté ou une dette non réglée engendraient d'interminables embrouilles. Pire, il com-



mença à y avoir de la délation dans l'air. Tout cela était ressenti par les plus lucides avec une amertume et une fatalité écrasante. En 81, les gens se cachaient peu de leurs méfaits devant leurs semblables ; en 83, chacun essayait de passer le plus discrètement possible. L'unité réalisée en 81 contre l'ennemi public se fissurait chaque jour davantage. Début 83 s'était formé à Monmousseau une bande d'une dizaine de jeunes ; très jeunes qui entreprit dès le début de s'embrouiller systématiquement avec tous les autres jeunes de la Zup (tentatives de racketts, descentes armées dans d'autres coins des Minguettes etc...). Ce genre de comportement ne s'était encore jamais vu aux Minguettes. Si ces jeunes étaient aussi présents le jour du 21 mars, ils faisaient par contre tout ce qu'ils pouvaient pour fonctionner en opposition à tous les autres. Lorsque, courant mai 83 les flics en arrêtèrent un à la cafétéria du centre commercial Vénissy en lui lâchant les chiens dessus, d'autres jeunes qui assistaient à la scène de loin firent exprès de ne pas intervenir et de ne pas donner l'alerte, reconnaissant l'un de « la nouvelle bande de Monmousseau » (pour les distinguer des « anciens » qui avaient agité la rue Monmousseau en 81 et dont bien peu étaient encore là le 21 mars, la plupart étant malheureusement en prison). Et pourtant c'est pour sa participation aux affrontements du 21 que les flics étaient venus le coincer là (il fit un mois de prison pour ça, et quelques personnes manifestèrent pour sa libération le jour du premier dynamitage de tours, dans le secteur Monmousseau). Ce fut le triste symptôme que quelque chose du bel élan offensif de 81 s'achevait. Pour finir, cette petite équipe en vint, en juillet 84, à ouvrir le feu contre d'autres jeunes — en l'occurrence des Minguettes-Sud — en blessant deux grièvement, à la suite d'un différend de plus.

Par ailleurs, les animateurs de l'association SOS-Minguettes, ainsi que Toumi Djaidja à peine sorti de l'hôpital, avaient fait savoir en juillet qu'ils souhaiteraient nous rencontrer. Nous les avons donc vu, quoique très réservés devant les revendications qu'ils avançaient auprès des autorités ainsi que devant certaines initiatives visant à ramener la paix sociale aux Minguettes (par ex. un don financier à un petit commerçant du secteur Démocratie en grève de la faim pour obtenir réparation des dommages de guerre qu'avait subis sa boutique). Mais nos amis, eux-mêmes gênés par ces choses-là, voyaient malgré tout avec une certaine faveur l'activité de SOS-Minguettes en se disant que de toutes façons ça ne pouvait pas leur nuire. Le n° 4 des FVM avait pas mal circulé en certains lieux de la Zup, et avait plu ; Toumi par contre nous dit qu'il ne l'avait pas aimé, ce qui ne nous étonna guère puisqu'il est par nature opposé

à toute idée de vengeance et encore plus à toute forme de violence sociale (malgré le peu d'encouragement que la réalité lui prodigue en ce sens). Les animateurs de SOS-Minguettes nous firent part de leur projet de marche : ils voulaient la paix civile, en faisant pression sur l'Etat par un rassemblement autour de la Marche. En attendant, se rassemblait déjà autour de leurs initiatives une racaille de curés, de juristes et de militants modernisés : et venaient parfois leur parler des salopes de députés ou des larbins du préfet Gasset. Nous ne parlions quant à nous que de guerre sociale. L'entretien s'acheva sur ce.

La vague d'assassinats racistes de l'été 83 n'a pu que les conforter dans leur projet. Sur la banlieue parisienne, quelques suites données par de jeunes immigrés à plusieurs de ces assassinats provoquèrent un peu de friction avec ceux qui, parmi la communauté arabe, entendent canaliser l'énergie de la colère dans des revendications purement juridiques — et se poser en intermédiaires entre l'Etat et les jeunes prolétaires immigrés. On en lira les comptes-rendus à la fin de cet article.

Les revendications de la « Marche contre le racisme et pour l'égalité des droits » se plaçaient d'emblée dans la sphère du droit politique, c'est-à-dire abstraction faite des rapports qui, dans la société civile, déterminent le sort des immigrés. Elles rejoignaient par là ce qu'il y a de religieux dans le discours général de la démocratie bourgeoise : égalité, dignité et fraternité des hommes et des races dans le ciel du droit politique. Les initiateurs de la Marche se défendaient de « faire de la politique », au sens des manœuvres d'état-major et autres manipulations hiérarchiques : et en effet ils ont réussi leur entreprise de façon indépendante de tout parti politique, au nom de « la politique des beurs ». Il leur a suffi d'invoquer l'esprit de la Constitution démocratique française et d'en réclamer l'application à la minorité immigrée pour rallier avec succès tout ce que ce pays compte d'humanistes et de chrétiens de gauche. Sur 80 000 personnes défilant silencieusement à Paris le dernier jour de la Marche, en décembre 83, il y en a au moins plus de la moitié qui sont des militants ou ex-militants de gauche venus se donner bonne conscience et communier dans la dignité tant réclamée. Il y avait aussi, bien sûr, beaucoup de jeunes immigrés souvent loin d'être convaincus par le mot d'ordre avancé mais qui s'y sentaient impliqués. On aurait tort de méconnaître le poids émotionnel qu'a eu la Marche chez ces jeunes immigrés, même chez ceux qui critiquaient clairement cette initiative. Il y eut vraiment quelque chose de religieux là-dedans, sans même parler du dévouement très chrétien du père Delorme et des « travailleurs sociaux » qui ont concouru au succès de la Marche. Quelques dizaines de milliers

de personnes se sont trouvées pour un jour unies dans la même euphorie, abstraction faite de ce qui se passe sur cette terre de malheur. En cela, seul un curé pouvait activer un tel projet avec succès. L'Etat social-démocrate était évidemment trop heureux d'avoir trouvé enfin chez les jeunes immigrés des gens avec qui discuter. Au podium de Montparnasse, où convergeaient les communistes, une salope de secrétaire d'Etat (Georgina Dufoix Marie Salope) put parler longuement à la foule, malgré des huées ; un ami arabe qui tenta de prendre le micro pour parler, et dans un tout autre sens que celui des non-violents, se fit barrer l'accès du podium par des gorilles. Il n'y a aucune dignité à parler avec un homme d'Etat. Aucune. « Pour montrer qu'on est pas des sauvages » nous avait dit un des animateurs de SOS-Minguettes afin d'expliquer la collecte qu'ils avaient organisée en faveur du buraliste gréviste de la faim, et chez qui les jeunes du quartier avaient à 20 reprises fait une autre sorte de collecte : pour ces Marcheurs, il s'agissait bien de civiliser la révolte des jeunes immigrés.



Notre attitude à cette occasion fut simple et claire : l'absence. Nous n'avions rien à y faire ou à y dire, puisque nous ne sommes pas concernés par cette sorte de démarches démocratiques. Nous n'avons pas ressenti le besoin de nous joindre aux 80 000 marcheurs du dernier jour, n'ayant jamais eu mauvaise conscience du sort fait dans ce pays aux immigrés parce que nous n'en sommes pas responsables. C'est une société qui en est responsable, et que nous avons toujours combattu sous toutes ses formes. Pour toute la valetaille des gens de gauche, c'est évidemment le contraire : qui se sent morveux se mouche. Les marcheurs prétendent qu'ils ont voulu seulement prendre au mot le discours de l'Etat démocratique, et c'est bien là que nos routes divergent définitivement. Pour nous, le discours de l'Etat démocratique et les concepts universels de la démocratie ne peuvent pas être pris au mot parce qu'ils sont parfaitement

vides, parce qu'ils n'ont aucune espèce de réalité. Le seul discours à prendre au mot, c'est celui de la richesse abstraite, sur terre : comme l'ont fait les jeunes immigrés qui volent des voitures et pillent des supermarchés, comme nous le faisons dans notre vie à chaque fois possible. Car c'est uniquement sur terre que se trouve la solution de l'énigme qu'est devenue pour chaque pauvre isolé sa propre misère. Pas dans le ciel grisâtre du droit politique et de la démocratie.

Ce qui est réel, c'est l'isolement auquel les jeunes immigrés sont particulièrement renvoyés dans la société. Ce qui est un mensonge, c'est de prétendre qu'ils sont isolés de la société, et ainsi de réclamer leur insertion sociale. « Nous sommes la France de demain » criaient certains des marcheurs qui semblaient en être fiers !

Entre les travailleurs français et la richesse sociale, il y a tout un système complexe de médiations et de protection visant à les intégrer : et dont les travailleurs immigrés sont en général exclus. Mais pour les jeunes immigrés chômeurs-à-vie, il n'y a rien d'autre qu'une distance infinie, entre eux et cette richesse. Ils y sont immédiatement confrontés comme une force qui leur échappe totalement jusqu'à se retourner contre eux. Ces dépossédés issus de la même zone du monde parlent encore la même langue et partagent les mêmes mœurs — c'est à peu près tout ce qu'il leur reste en commun dans un univers aussi hostile. Ils sont arrivés en position de faiblesse dans les rapports de concurrence régnant entre les pauvres de cette société. Mais dans ce tort particulier, ils ont quelque chose de commun et qui vient nourrir la conscience d'une hostilité profonde avec la société. Ils sont porteurs d'une rupture sociale collective mais isolée.

Dans la décennie 70, il y avait déjà des gestes de violence radicale de la part des bandes de jeunes prolétaires de banlieues, en majorité d'origine française. Et déjà les défenseurs de l'Etat frémisaient devant la généralisation possible de ces actes. Mais jamais cela n'avait atteint ce stade de rébellion permanente dans des quartiers entiers, comme cela fut en 80/81 dans l'Est lyonnais ou dans les Quartiers Nord de Marseille. La violence des « petits blancs » pauvres n'avait jamais pu franchir le seuil qualitatif, irréversible, de l'été 81. Elle était le fait de bandes éphémères qui avaient rarement une perception claire de leur situation sociale et qui n'arrivaient quand même pas à s'imposer de façon systématique et continue à la police. Les rivalités très fortes qui y sévissaient suffisaient bien souvent à dissoudre les liens de complicité. Au contraire, la génération de jeunes prolétaires de banlieues qui attaque en 80/81

montre en elle-même une certaine cohésion. Et elle la trouve évidemment dans la communauté qu'ont les immigrés, désormais majoritaires parmi les pauvres de banlieues. Ce fût l'élément décisif qui transforma un conflit larvé en guerre ouverte, et qui donna aux jeunes des Minguettes leur force scandaleuse.

Ceux qui ont grandi ensemble dans la même cité où ils ont vécu les mêmes galères ignorent le racisme entre eux. Il n'y a jamais eu aux Minguettes d'opposition raciale entre les jeunes arabes et les jeunes européens (d'origine française ou immigrés italiens, lesquels sont assez nombreux dans l'Est lyonnais) dont certains n'ont pas été en reste dans les événements de 81 et depuis. Mais les petits blancs qui n'ont pas grandi dans ces cités et qui n'ont pas vécu cette commune misère, et dont l'isolement est ainsi achevé dans la société, ceux-là ressentent de l'hostilité et de la rancœur face à la communauté particulière sur laquelle les immigrés peuvent s'appuyer. Dans la guerre de tous contre tous qui oppose les pauvres entre eux, les immigrés apparaissent unis face à des gens isolés. C'est alors que chez ces petits blancs apparaît le racisme.

Ça ne sert à rien de juger le racisme d'un point de vue moral et d'argumenter pour convaincre les gens du contraire : car le racisme n'est pas une opinion mais une misère psychologique. Rien d'étonnant à ce qu'il vienne surtout des classes moyennes, qui ont toujours eu l'apanage de la bêtise ignoble. La guerre d'indépendance de l'Algérie a de toutes façons laissé des souvenirs-écrans dans leur inconscient collectif. A présent que des jeunes immigrés viennent les menacer dans leurs biens, elles s'abandonnent corps et âme à cette crispation morbide, la peur. Mais la société civile, bourgeoise, est foncièrement raciste et tous les blancs pauvres qui cherchent à s'y intégrer sont eux-mêmes en proie à cette épidémie de peste émotionnelle. L'ouvrier hautement qualifié qui s'identifie à son travail et à son entreprise n'a bien souvent que mépris pour l'OS immigré qui parfois ne sait pas lire. Dans une société hiérarchique où règne la concurrence entre tous, les immigrés sont d'abord méprisés, ensuite craints et finalement haïs. Chez bien des blancs pauvres qui sont, dans la hiérarchie sociale aussi bas que les immigrés, le racisme exacerbé montre à quel point ils sont perdus dans l'isolement. « Ils nous en veulent parce qu'ils sont bientôt aussi pauvres que nous » disait un jeune arabe d'une cité de Roubaix pour expliquer un affrontement récent avec les petits blancs habitant la cité voisine, pendant l'été 84.

Reich établissait une relation entre l'attachement à la famille et l'identification à la nation :



les familles s'isolent les unes par rapport aux autres comme le font les nations. Les nations se font concurrence, comme les pauvres isolés entre eux. Et les pauvres isolés vivent tous repliés en famille. Et dans cet isolement familial, l'insatisfaction devient totalement névrotique et s'en prend aux autres pauvres les plus proches : les immigrés. Nous avons relevé empiriquement ce caractère familial du racisme chez ceux des pauvres qui, se trouvant aussi défavorisés que les immigrés voient même en cela des concurrents dans ces étrangers — et un concurrent, tous les arguments sont bons pour le discréditer — et s'identifient à leur nation dont au moins l'immigré ne fait pas partie. C'est évidemment une défense névrotique de quelques compensations durement acquises (biens matériels, couverture sociale...) dont le caractère incertain dans l'actuelle crise sociale est vivement ressenti — acquis propres aux pauvres de même nationalité. « Les français d'abord », ce slogan débile traduit bien une mentalité courante, qui s'imagine par exemple que les immigrés sont mieux traités dans ce pays que les travailleurs français ! Des arguments aussi minables s'évaporent d'eux-mêmes dans des périodes de rupture sociale généralisée, où tous reconnaissent enfin leur ennemi commun. Le racisme est un sursaut d'une société hiérarchisée en crise, qui se révolte contre les aspirations à la richesse des pauvres sans nation. Il trouve un terrain favorable chez ceux des pauvres où le repli familial apparaît comme seul refuge devant la menace constituée au dehors par une crise sociale dont ils font les frais. De ce sentiment obsédant d'être seuls dans la détresse naissent alors ces phénomènes d'hystérie raciste collective que l'on voit si souvent dans les familles de petits blancs.

Le mensonge religieux est alors venu poser son regard moral sur cet énigme qu'est le racisme, et y opposer une solution abstraite. Il a voulu renverser l'isolement collectif subi par les jeunes immigrés en appartenant à une communauté fantasti-



que de frères et d'égaux. Et il s'oppose activement, au nom de celà, à toute forme de révolte qui s'attaque concrètement à la société et à l'Etat. On se souvient qu'en 81, une des premières mesures de la police avait été d'établir un cordon sanitaire afin d'empêcher toute communication directe entre les jeunes des différentes zones de l'Est lyonnais. Depuis, les racketts anti-racistes ont contribué largement à décourager toute relation directe entre jeunes révoltés de banlieues. Ces racketts ne voulaient pas autre chose que de parler à l'Etat. Il ne les intéressait nullement que ces jeunes se parlent entre eux et parlent au reste du monde parce qu'une telle communication fait trop de mal à l'Etat.

Ceux qui tentent, depuis 83, de canaliser l'énergie des révoltés dans quelques revendications adressées à l'Etat substituent un combat chimérique au combat réel. Plutôt que d'attaquer une société qui est foncièrement raciste, ils organisent l'isolement des immigrés dans la seule communauté que l'Etat peut leur reconnaître : la culture.

Le rackett anti-raciste consiste à organiser l'isolement des immigrés comme un acte politique. Il réclame l'intégration civile avec autonomie culturelle. La culture est un supplétif de la politique, depuis le coup de 68. Alors que les pauvres se reconnaissent de moins en moins une existence politique, l'isolement culturel vise à leur donner une communauté positive indépendamment de l'Etat — et si besoin est, par des subventions d'Etat. Ceux qui marchaient contre le racisme marchaient pour l'intégration. Celle-ci n'étant que pur spectacle, elle ne trouve à se réaliser que

« Nous, jeunes de la cité Gutenberg, avons décidé de ne plus être les animateurs de la misère. » C'est par ces mots que quelques jeunes immigrés de cette cité de transit particulièrement insalubre expliquaient le saccage du centre d'animation sociale qu'ils avaient eux-mêmes mis en place, et qu'ils ont eux-mêmes saccagé au printemps 83. Ces jeunes-là revendiquaient depuis des années, pacifiquement, le relogement de tous les habitants hors de cette réserve délabrée, mais sur le territoire de la commune de Nanterre. Des années à calmer la colère des plus jeunes et à discuter avec des représentants de l'Etat. Des années à espérer sur de simples promesses. Lorsqu'ils ont enfin été convaincus que l'Etat ne se souciait aucunement de les reloger mais les tenait en haleine par des promesses, les jeunes ont cessé de jouer la comédie : « On s'est servi de nous pour faire les animateurs, pour faire les petits bouffons ». L'Etat ne pouvait en effet qu'encourager leurs activités d'animation, son seul souci étant que l'ordre règne dans cette zone. A présent, ils sont fatigués du réformisme et ils le disent.

Il n'est pas étonnant que ce soient les mêmes qui aient pris une position claire à l'encontre de la marche de décembre 83, « cette initiative placée sous l'auspice d'un curé » comme ils disaient. Non seulement ils ont critiqué les dangereuses illusions que cette démonstration non-violente entretenait, mais ils ont pour la première fois pris publiquement position contre tout ce que les marcheurs se gardaient bien d'attaquer : « Il y a des pères de familles arabes qui ne laissent pas sortir leurs filles qui ne valent pas mieux que les beaufs. Il faut être clair là-dessus si on veut être crédibles. » En effet.

dans la culture, dans l'abstraction de tout rapport hiérarchique de la société au nom du « droit à la différence ». On ne pouvait pas trouver de formule plus imbécile que celle-là : comme si un pauvre pouvait être différent d'un autre pauvre. Les pauvres ne sont différents que par le spectacle culturel. Alors que les jeunes de la banlieue lyonnaise avaient réalisé leur communauté dans l'insatisfaction et la révolte, les racketts politiques et culturels viennent parler de « droit à la différence » et cela en exaltant la culture arabe. Et ils font ainsi l'apologie de ce qu'il y a de pire dans la culture arabe : le respect de la famille et les rites religieux. Toute défense d'une spécificité culturelle, quelle qu'elle soit, est religieuse même si elle n'emploie pas les mots de la religion.

Ceux qui veulent gérer l'autonomie culturelle immigrée ont aussi prouvé à plusieurs reprises en 83/84 qu'ils s'opposent vigoureusement à toute révolte qui s'en prend concrètement aux conditions du monde. Ce sont ceux-là qui protègent les journalistes de la haine des gens, qui défendent les vitrines de petits commerçants et empêchent leurs petits frères d'attaquer les flics, alors même que le sang vient de couler. Leur but est de s'imposer comme les intermédiaires spécialisés entre les immigrés et l'Etat : et l'Etat ne les reconnaît comme tels qu'à la condition qu'ils sachent maintenir l'ordre et la dignité. Ils s'emploient dans tout ce secteur culturel, socio-éducatif, médias etc... qui se développe depuis deux ou trois ans avec ce courant d'autonomie culturelle arabe : ce sont les nouvelles recrues de l'armée de la fausse conscience.

Désormais, ceux des jeunes immigrés qui veulent en découdre à mort avec notre ennemi commun seront aussi amenés à en découdre avec la culture arabe en ce qu'elle a de profondément religieux et répressif, ainsi qu'avec les formes de mentalité qui y sont liées. C'est un peu dans ce sens que quelques jeunes de la cité de transit Gutenberg, à Nanterre, concluaient dans une déclaration faite pendant la Marche anti-raciste.

Il n'y aura pas d'intégration civile pour les jeunes immigrés et chômeurs-à-vie. La réforme politique ne s'applique qu'à des individus qui sont membres actifs de la société civile — que sont les délinquants et autres chômeurs qui ne veulent pas du travail ? ! L'une des revendications de la Marche, une carte de séjour unique de 10 ans, serait satisfaite très bientôt, dit-on : mais suivant certains critères de délivrance qui d'emblée excluent tous ces jeunes sans travail et au casier judiciaire chargé. Le projet de réformer la situation des immigrés dans ce pays se heurtera forcément à cette contradiction entre les exigences

Un certain Nasser Kettane, médecin et cofondateur de Radio-Beur, écrit dans un n° spécial du Monde d'octobre 84, consacré aux immigrés en France, que « *Ceux qui ont manifesté ce jour-là, (le dernier jour de la Marche) n'étaient pas des militants badgés ou étiquetés mais des hommes et des femmes pour qui les mots "droits de l'homme", "égalité des droits", "terre d'asile", "antifascisme" ont encore un sens* ». Mais pour qui de tels mots peuvent bien avoir encore un sens, en 1984, **sinon pour des militants** — et peu importe qu'ils laissent leurs badges et leurs étiquettes à la maison ce jour-là. Qui est encore assez bête pour croire à cela, sinon des gens qui ont au fond d'eux-mêmes la mentalité du militant ? Quant à l'antifascisme, on lui chie dessus. Comme disait dans les années 20 un révolutionnaire italien, « La pire chose qu'ait créée le fascisme, c'est l'antifascisme ». C'est au nom de l'antifascisme, c'est-à-dire de l'union sacrée qui défend l'Etat démocratique et bourgeois, que tous les partis ont ensemble écrasés la révolution en Espagne en 37. Et c'est au nom de l'antifascisme que les ordures staliniennes du PC ont toujours condamné toute forme de violence prolétaire ; et c'est au nom du « péril fasciste » incarné par Le Pen que ces mêmes charognes du PC tentent actuellement de recruter des jeunes immigrés, afin de faire oublier que ce parti de salopes a été ces dernières années le plus flicard et le plus raciste de tous les partis de salopes existants. Nous n'oublions pas, bien sûr, toutes les autres...

Par ailleurs, ce vertueux Nasser Kettane évoque les « *Français intoxiqués par les médias bien-pensants, de « rodéos de voitures », de « Zup bétonnée » et de « délinquance* ». C'est un argument confusionniste classique de ces racketteurs : dans une récente déclaration, un menteur professionnel, le père Delorme (la religion est le plus vieux mensonge du monde) oppose l'été chaud de 81 à l'automne calme de la Marche de 83. Dans les premier cas, il ne se serait agi que d'un montage pur et simple des médias, exhibant ostensiblement de sensationnelles images de voitures brûlées aux Minguettes et incitant par là les français à davantage de racisme. A l'opposé, la Marche anti-raciste est présentée comme l'évènement exemplaire, qui n'a obéi à aucune sollicitation des médias, en un mot l'évènement pur. Qui donc ce jésuite veut-il abuser ? On a rarement vu une action dépendre à ce point de la célébrité que lui font les moyens d'information spectaculaire. Cette marche, qui avait débuté dans l'indifférence n'a dû son succès qu'à sa notoriété : et **qui donc la lui assurée, sa notoriété**, sinon les médias ? ! La journée du 3 décembre fut l'évènement spectaculaire par excellence, avec les light-shows braqués sur ces humbles pèlerins dont les photos ont été reproduites partout, dans les quotidiens de gauche ou dans des albums mémoriaux. Et tout ça sous le concert de louange de la gauche émerveillée. Si ce n'est pas un mise en scène, qu'est-ce ?

Mais les voitures dont les carcasses calcinées ont été retrouvées aux Minguettes, elles ont bien brûlé, elles. Et ceux qui l'ont fait se sont bien amusés, eux. Que la presse se soit excitée là-dessus n'empêche que des centaines de jeunes se sont amusés à faire des

rodéos à un point qui n'avait jamais été atteint jusque là. La vérité, c'est que les Delorme et les Kettane sont gênés par de tels actes. Alors faute de pouvoir les passer sous silence, ils les minimisent. Ils veulent défendre les arabes, mais des arabes propres, honnêtes, qui veulent juste vivre en paix dans ce pays. Ces moralistes **excusent** la délinquance, mais ils ne l'approuvent pas. Ce que font les jeunes immigrés délinquants, ils le blâment. Ils ne veulent surtout pas que ça se généralise. Mais les médias ont l'imprudence d'en parler, et de donner de mauvaises idées : vous savez bien, si les jeunes sombrent dans la délinquance, c'est qu'ils ont trop vu de films de gangsters à la télé.

Un jour, dans une cité de Marseille, nous projections en compagnie d'un des auteurs deux films réalisés par des jeunes immigrés de qui approuvent le vol, le vandalisme et la violence contre les flics : un jeune con, arabe, a trouvé moyen de nous dire que c'étaient là des films racistes parce qu'ils présentaient les arabes comme des délinquants et rien que des délinquants ! C'est la logique des curés et des staliniens, des Delorme et des Kettane, qui ne disent rien d'autre.

Dans un autre genre, un journal gauchiste mensongèrement intitulé « Tout » constate « *la disparition relative des formes de lutte sans avenir politique comme le rodéo* » dans la banlieue lyonnaise. En effet, ce sont des actes sans avenir politique : ils ne demandent rien à l'Etat, ils ne demandent pas l'assistance des militants gauchistes, ils ne se donnent aucune justification. Des actes comme ça n'ont pas d'avenir dans cette société qui ne peut que les condamner absolument ou les excuser merdeusement, mais qui ne peut en rien les organiser politiquement. Leur avenir est **au-delà de cette société** et au-delà de la politique. On comprend dès lors que les activistes autonomes dont « Tout » constitue l'avoine intellectuelle se soient fait jeter comme des malpropres dans les banlieues parisiennes où, il fût un temps, ils avaient tenté de recruter en parlant aux immigrés de leur avenir, politique, auquel il faudrait enfin qu'ils pensent à leur âge !



du marché national, qui impliquent à présent de renvoyer le plus possible d'immigrés dans leur nation d'origine et de fermer les frontières aux migrations futures, et le discours abstrait de la démocratie bourgeoise qui l'oblige par exemple à accorder la nationalité française aux jeunes enfants de ces immigrés : et qui seront autant de chômeurs-à-vie, qui ont déjà compris le secret de l'abondance spectaculaire, le prix à payer pour s'en approcher et le goût amer qu'elle dégage de loin comme de près. Ceux-là constituent par leur simple existence une menace pour le marché national. Et s'ils refusent d'avance une vie de labeur, ce n'est pas pour aller trouver un job dans les chantiers de démolition des Minguettes...

L'immigration est un mécanisme central du système capitaliste : tous les individus sur cette terre maudite dépendent, tous, d'une **puissance unique**, la marchandise. Mais dans cette dépendance commune ils sont soumis à la séparation et à la hiérarchie sur lesquelles se fonde la société. Et ces limites que constitue l'appartenance à la nation ou à une ethnie ne protègent pas les pauvres du monde — elles les isolent seulement davantage. Et partout ces pauvres sont contraints de se battre localement contre un monde.

Le Maghreb a été, pendant l'expansion industrielle du capitalisme européen après-guerre, **une zone de réserve de l'Europe**, d'où une main d'œuvre bon marché venait s'employer aux travaux les plus simples et les plus durs : toutes ces tâches de transformation directe de la matière brute, c'est-à-dire les tâches dépourvues de pensée, mécaniques et réservées de plus en plus aux travailleurs immigrés et intérimaires (agriculture intensive, sidérurgie, mines, automobile et bâtiment). Mais dès la fin des 70, les conditions changent. D'une part, les travaux de transformation de la matière sont transférés **directement dans les zones de réserve**, où la main d'œuvre est encore moins coûteuse et où il faut satisfaire le marché intérieur en même temps que les besoins des métropoles. D'autre part, à l'intérieur même de ces métropoles, les phases de développement industriel lourd qui exigeaient **une grosse part de travail vivant**, uniforme et sans qualification, s'achèvent. La domination croissante du travail mort sur le travail vivant, qui tend toujours à amoindrir la part de ce dernier, et qui s'incarne dans l'automatisation des tâches industrielles, est identiquement la domination croissante du savoir abstrait. Et les métropoles capitalistes deviendront seulement le lieu où se concentre sur elle-même cette pensée abstraite qui anime le monde — et qui emploie une main d'œuvre sédentaire, hautement qualifiée et bien payée. Dans ce processus le Capital en arrive à exclure du travail des masses d'individus sans qualité. C'est ainsi que des zones de réserve dont

le développement du capitalisme industriel avait entraîné la constitution, dans les banlieues des métropoles, en viennent à se peupler uniquement de prolétaires chômeurs-à-vie parmi lesquels en premier lieu les fils des travailleurs immigrés. Dévalorisés avant même d'entrer sur le marché du travail et refusant le travail, les jeunes immigrés sont d'autant plus portés à une conscience aigüe de leur situation sociale qu'ils sont sans nation — sans même l'illusion d'être protégés par leur nationalité et les avantages en découlant.

L'impossibilité pour le capitalisme de les intégrer entièrement dans la société civile fait qu'ils se replient derrière les liens de communauté qui semblent échapper à la logique de ce système : bandes, famille, ethnie — mais où ils vivent sur la défensive permanente face à ce système. Ils ne sont certes pas exclus de la société : ils ont besoin d'argent. Comme tout prolétaire, ils ont affaire aux catégories concrètes de la société dans laquelle ils se réintègrent par effraction. Le caractère abstrait de cette richesse sociale leur apparaît ainsi entièrement. C'est alors que la guerre est ouvertement déclarée : par les pillages organisés régulièrement dans les supermarchés de banlieues, par les actes de vandalisme individuel et collectif, les bastons contre les flics et les gros bras des municipalités de gauche.

Ces jeunes prolétaires immigrés sont évidemment exclus des mécanismes d'intégration sociale (syndicats et partis). Mais le système a encore la force de les isoler. C'est cet isolement qu'il s'efforce d'organiser en douceur, par le moyen du rackets culturel. Tant que ne s'ouvre pas une rupture généralisée du système social, les prolétaires chômeurs-à-vie sont condamnés au repli. Ils doivent subir entre eux les dures règles de la guerre de tous contre tous, tout en portant chroniquement atteinte à la stabilité du système. Ils peuvent même de la sorte mettre localement en péril le fonctionnement de la marchandise (voir « Rapport sur Marseille » : les Sodim de la rue Félix-Pyat et du quartier Frais-Vallon). « *Je suis dans une zone sinistrée, que les pouvoirs publics responsables l'assument* » déclarait en juillet 83 le buraliste du quartier Démocratie en grève de la faim pour obtenir une indemnité de départ. Dans une autre zone des Minguettes, avenue des Martyrs-de-la-Résistance et boulevard Lénine (!!!) une cinquantaine de jeunes pillent et mettent à sac deux grandes surfaces (et s'attaquent à quelques bus, sur le chemin du retour) en juillet 83. En septembre 84, l'une de ces grandes surfaces doit fermer ses portes soi-disant pour cause de vol : la direction fait déménager le stock de nuit, provoquant une attaque des jeunes du coin à coup de cocktail molotov.

Bonux et cambrioles avant la rentrée

Villeneuve sur Lot. Les stocks de lessive d'un supermarché de Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne) ont été dévastés par des enfants désireux de se procurer les « cadeaux » qui servent d'argument publicitaire à l'une des marques. Au commissariat de Villeneuve-sur-Lot, où le larcin est l'objet de commentaires amusés, on indique que les enfants — tous les indices prouvent qu'il ne s'agit pas d'adultes — se sont introduits par le toit dans la réserve du supermarché, séparée du magasin de vente, où ils ont éventré, systématiquement, les paquets et barils de la lessive « Bonux ». Le larcin, commis entre le 1^{er} et le 3 septembre, pendant la période de fermeture hebdomadaire du magasin, a été découvert mardi par le gérant qui a également constaté la disparition d'une dizaine de calculatrices de poche. Une enquête est en cours pour « retrouver les calculatrices », précisent les policiers de Villeneuve-sur-Lot.

Melun. Quatre cambrioleurs en culottes courtes, âgés de 11 à 16 ans, ont été interpellés lundi soir par les gendarmes de Crécy-la-Chapelle (Seine-et-Marne), après avoir cambriolé plusieurs résidences de la région en plus de six mois. Les quatre adolescents, surpris en plein cambriolage, ont été laissés en liberté, à la garde « plus vigilante » de leurs parents. Tous quatre ont reconnu s'être livrés, à l'insu de leurs parents, depuis le mois de février, à plusieurs « visites » dans des résidences principales ou secondaires de la région, notamment à Bailly-Romainvilliers et à Magny-le-Hongre. Ils pénétraient dans les maisons en cassant une vitre puis volaient ce qui les intéressait le plus, à savoir de bonnes bouteilles, des gâteaux mais aussi de l'argent liquide.

Libération 06.9.84.

Cet état de guerre atteint son plein développement dans la plus puissante nation capitaliste du monde. Aux USA, les pauvres chômeurs-à-vie sont à la fois divisés par l'appartenance ethnique — la seule protection immédiate dont ils disposent — en guerre tous contre tous, et en même temps ils constituent un danger social permanent. S'il règne dans ces zones de réserves urbaines des grandes métropoles US une hostilité ouverte entre bandes, les attaques massives de grands magasins sont également courantes. Les jeunes chômeurs-à-vie se définissent à la fois en négatif par rapport au travail, à la marchandise et à l'Etat et en négatif par rapport à eux-mêmes, à

leurs semblables avec qui ils sont en conflit quotidien : ils vivent visiblement dans l'absence de communauté. En effet la communauté ethnique ne se définit pas en elle-même mais seulement par rapport à l'extérieur. Elle est purement défensive. Elle n'est qu'un moment de la guerre de tous contre tous qui elle constitue le rapport essentiel de tous les pauvres entre eux. Cette communauté dont ils se savent privés se réalise dans de brèves ruptures avec l'ordre social, comme dans le pillage de New-York le 14 juillet 77.

Aux USA le réformisme anti-raciste et culturel est apparu comme le fruit pourri des contradictions que le capitalisme essaie désespérément d'étouffer sous peine d'explosion sociale. Le courant né dans les 60' en faveur des droits civiques et qui exaltait la spécificité culturelle noire a abouti sans nul doute à des résultats positifs, dont l'Etat US peut se féliciter — il y a maintenant des maires noirs qui gèrent d'importantes villes américaines, comme à Détroit où la municipalité fraîchement élue voici 2 ans s'empresse de remettre en vigueur une vieille ordonnance des 50' interdisant la rue aux moins de 18 ans après 22 heures. Le principal résultat de ce mouvement non-violent pour les droits civiques, c'est qu'à présent des noirs participent au spectacle politique et culturel, comme cet Oncle Tom, Jesse Jackson. Sur terre, pour ceux qui ne se sont jamais élevés dans les nuages de la politique et de la culture, et qui vivent dans une « zone de guerre » (terme utilisé par les flics new-yorkais pour désigner le Bronx), le conflit social n'a jamais cessé : l'ennemi est toujours le même.

Repliées sur elles-mêmes et isolées dans la société, ces communautés particulières de chômeurs-à-vie se manifestent cependant dans les périodes de rupture générale comme une force dynamique et sur laquelle les racketts politiques n'ont alors plus aucun contrôle. Elles sont en cela une partie **non plus périphérique** mais centrale du nouveau sujet révolutionnaire.

Il reste que la brèche ouverte en 81 par l'été chaud des banlieues n'a pas été colmatée entièrement. Si la plupart de ceux qui l'avaient alors ouverte en s'attaquant aux flics et en brûlant des voitures sont aujourd'hui en prison, et certains pour longtemps, et si bien sûr on ne parle pas d'eux dans les conciliabules entre animateurs sociaux, beurs non-violents et délégués de l'Etat, ils n'en sont pas pour autant oubliés dehors. En octobre 83 un mouvement de protestation agitait le bâtiment H de la prison St-Paul de Lyon, là où sont enfermés les jeunes arabes de l'Est lyonnais. Il s'agissait de protester contre les brutalités répétées des matons. Quelques jours après, plusieurs personnes portant des cagoules tentèrent, à quatre reprises entre 19 h et 20 h, d'écraser des matons

Depuis la première opération « anti-été chaud » de 82, l'Etat propose aux gamins des banlieues diverses activités comme des cours d'informatique donnés bénévolement, ou apprendre le maniement des micro-ordinateurs. En plus du fait que ça les occupe et que pendant ce temps ils ne pensent pas, cela a selon toute vraisemblance une toute autre signification. Le développement actuel du secteur informatique, s'il nécessite une très forte concentration de savoir abstrait, implique aussi une part de travail sans qualification : ce secteur reconstitue en effet la division industrielle entre une main-d'œuvre vouée aux tâches purement mécaniques et un personnel de cadres qui pensent, quoique leur pensée soit elle-même purement mécanique (la pensée, dans l'informatique, est visiblement extérieure aux individus). Bref, aussi bien dans la fabrication industrielle des ordinateurs et des composants que dans les entreprises utilisant ce matériel, des OS de l'informatique apparaissent. Et certains des jeunes immigrés sans travail pourraient être appelés à ça. Bel avenir ! Mais il n'y en aura pas pour tous, puisque l'informatique emploie bien moins de travailleurs, toutes proportions gardées, que les industries dites traditionnelles (aux USA, la firme Apple, 2^e du micro-ordinateur après IBM, assure son chiffre d'affaire annuel avec à peine 1% de coûts salariaux.

sortant de leur sale boulot. Ces quatre salopes se rappelleront longtemps d'une Golf GTI blanche qui leur a foncé dessus. Il va sans dire que les auteurs de cet acte auraient pu, s'ils l'avaient voulu, écraser sans problème l'un de ces cafards nuisibles : on peut songer qu'ils ont préféré l'éviter afin que ça ne retombe pas sur le dos des emprisonnés — mais tout en donnant aux matons un avertissement très ferme : il y a toujours dehors des gens qui n'oublient pas les copains dedans.

Lorsqu'ils s'amusaient avec les voitures et contre les flics, les jeunes immigrés se foutaient pas mal de la culture arabe. Ils ne pensaient qu'à leur insatisfaction. A présent, ils vont être contraints de se révolter contre le poids mort de la culture arabe et les formes de communauté religieuse qu'elle recouvre. L'autorité des grands frères devra finir. En 81, les jeunes immigrés attaquaient ce que leur isolement a de général en brûlant des voitures ; désormais, ils seront amenés à se battre contre ce qu'il a de particulier. C'est ce que nous n'avons pas compris assez vite alors. C'est ce que nous n'avons pas abordé dans nos relations avec certains de ces jeunes et qui expli-

que peut-être que quelques uns aient été amenés à marcher pour « l'égalité des droits ». Dans les beaux excès de 81 nous avons reconnu ce qui agissait en direction de la publicité sans saisir ce qui contradictoirement agissait en direction de son absence.

Longue vie à l'équipe de foot des Minguettes, interdite de match au printemps 84 pour avoir frappé un sale con d'arbitre raciste. Nos frères sont des sauvages !

Yves Delhoysie
Fin octobre 84

